

% ATTAC 78Nord Comité local

Association pour la Taxation des Transactions pour l'Aide aux Citoyens
42 avenue du Maréchal Foch, 78300 Poissy. Contact: 06 74 92 20 24
Mail: 78nord@attac.org Site Internet: <http://www.attac78nord.org/>

Réunion-Débat



**Un automne
de combat
sur les
retraites**

**Enjeu de société
premier bilan et perspectives**

Mercredi 8 décembre à 20h

Poissy salle Robespierre,
à côté de la gare

Venez en débattre

Avec Christiane Marty

Co-animatrice de la commission Genre et mondialisation.
Membre du conseil scientifique d'Attac.

IPNS - ne pas jeter sur la voie publique- au contraire faire circuler

La retraite : un choix de société par [Attac France](#), [Fondation Copernic](#)

Du printemps à l'automne 2010, un mouvement social a gagné la France entière, avec une ampleur inégalée peut-être depuis plusieurs décennies. Malgré cela, le gouvernement a fait passer en force sa réforme des retraites devant le Parlement.

Après un simulacre de concertation avec les organisations syndicales, il a méprisé l'expression populaire qui s'est manifestée de façon croissante. Sa réforme, profondément injuste, a pour but de restreindre les dépenses sociales et les dépenses publiques afin de satisfaire les exigences des marchés financiers. Il s'agit de faire payer la crise aux catégories modestes, tout en poursuivant l'entreprise de démolition du système par répartition pour faire la place à la capitalisation, aux assurances et à l'épargne privées.

Au fur et à mesure que les arguments du gouvernement, relayant ceux du Medef, étaient décortiqués et retournés par les salariés et les citoyens, la question des retraites a progressivement catalysé autour d'elle le rejet des politiques économiques et sociales qui se soldent depuis tant d'années par plus de chômage, plus de précarité et d'inégalités, et plus de cadeaux destinés aux plus riches, tandis que les étrangers étaient stigmatisés et réprimés. Le gouvernement avait parié sur le désintéret, la passivité et l'incompréhension de la jeunesse. Mal lui en a pris, les jeunes sont entrés dans le mouvement, manifestant ainsi une maturité et un sens aigu des enjeux. **La solidarité intergénérationnelle existe aussi dans la rue.**

Que le gouvernement parvienne ou non à faire appliquer cette loi, la lutte aura marqué les esprits et les organisations, et nous devons, dans les semaines et les mois à venir, participer à l'élaboration d'un projet de réforme des retraites réunissant les nombreuses propositions qui ont été mises en discussion, notamment au cours de la campagne unitaire « Faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites ». Beaucoup d'entre elles font déjà l'objet d'un large consensus entre les associations, syndicats et partis qui se sont engagés résolument contre la loi Sarkozy-Woerth. Il s'agit maintenant de les mettre en cohérence et de les soumettre à la discussion la plus générale possible.

Cette élaboration est possible parce que des principes forts ont émergé et ont été imposés dans le débat public.

La question des retraites est en premier lieu une question de répartition de la richesse produite et du temps de travail ; elle exige de remodeler radicalement la répartition des revenus entre travail et capital en faveur du premier ; l'augmentation des cotisations est parfaitement possible en soumettant à cotisations les profits financiers distribués ; l'âge légal de la retraite peut et doit être 60 ans à taux plein ; la durée de cotisation doit être compatible avec le partage du travail nécessaire ; des compensations sont indispensables pour travaux pénibles, carrières longues ou discontinues ; la garantie d'un taux de remplacement fait partie du contrat social intergénérationnel ; des minimum et maximum de pension décents doivent être fixés pour réduire les inégalités ; les inégalités de pension entre les femmes et les hommes doivent être combattues par une politique pour l'égalité à la fois dans l'emploi, la retraite et la vie familiale.

La question des retraites a catalysé autour d'elle l'aspiration à un renouvellement complet des politiques publiques permettant de renforcer la cohésion sociale au lieu de la détruire. La retraite constitue en effet un choix de société alternatif à celui imposé par la finance mondiale. Le système de retraite par capitalisation doit être catégoriquement refusé et la diminution du temps de travail doit permettre de redéfinir la place du travail dans la société, de mieux vivre et de préserver les écosystèmes.

Le gouvernement avait lui-même désigné quels étaient les fondamentaux de sa réforme pour faire travailler plus. Sans doute jusqu'à ce que les individus cessent d'être en bonne santé et deviennent ainsi inemployables, comme avoué dans le dossier de presse présentant la réforme en juin 2010 : « les salariés doivent être physiquement usés au moment de leur départ en retraite ». On comprend l'approbation sans faille apportée par le Medef. Mais c'est, à l'inverse, la même raison qui a fait lever un vent de révolte dans les trois quarts de la population. Le gouvernement avait aussi reconnu que sa réforme visait à donner des gages aux marchés financiers. C'est précisément la raison qui nous conduit à rejeter totalement ce projet cynique et destructeur de la société.

Un autre projet pour les retraites d'aujourd'hui et de demain est possible. Il est vrai qu'il pose de manière nouvelle l'exigence d'une démocratie et d'une solidarité refondées, c'est-à-dire qu'il exprime l'aspiration à une profonde transformation sociale réconciliant les aspirations de justice, de solidarité et de soutenabilité écologique.